



CE SAMEDI 28 NOVEMBRE PLACE DE LA RÉPUBLIQUE a lieu à 14 heures un nouveau rassemblement pour défendre nos droits et libertés de **réunion**, de **contestation** et de **manifestation**, ainsi que le droit d'**informer** et donc celui d'**être informés**.

Profitant de la situation actuelle qu'on sait, le gouvernement poursuit sa politique de plus en plus répressive pour le contrôle de plus en plus coercitif des mécontentements sociaux, le tout visant même, à terme, à instiller un climat d'auto-censure. Ces lois sécuritaires succèdent désormais aux états « d'urgence » en tous genres, qui rendent toute opposition et toute mobilisation sociale de plus en plus difficiles, voire impossibles.

Ces dérives sécuritaires sont la marque de fabrique d'un État de plus en plus autoritaire.

Voici le texte d'appel à la manifestation de SOLIDAIRES : <https://solidaires.org/Nos-libertes-et-la-democratie-en-danger> et l'appel intersyndical <https://solidaires.org/Paris-Manifestation-contre-la-politique-autoritaire-du-gouvernement>

Ces méthodes de plus en plus répressives et désormais systémiques conduisent à des scènes comme celles de cette évacuation absolument honteuse Place République, le 23 novembre au soir, comme seule et unique suite à cette mobilisation qui ne visait qu'à alerter l'opinion sur le sort fait à plus d'un millier de personnes migrantes /exilées /sans domicile fixe restées à la rue à l'issue du dernier démantèlement en date (St Denis, 18/11)

Voir aussi : <https://solidaires.org/Darmanin-un-pas-de-plus-vers-l-autoritarisme-et-l-indignite>

En 2017, le Président Macron clamait, exactement comme un certain Nicolas Sarkozy dix ans plus tôt : « *La première bataille, c'est de loger tout le monde dignement. Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans les rues, dans les bois ou perdus. C'est une question de dignité, c'est une question d'humanité et d'efficacité là aussi.* » - voir aussi <https://urlz.fr/COBE>

Où l'on voit qu'en fait sa seule et unique « bataille » consiste à envoyer ses sbires cogner celles et ceux, sans cesse plus nombreux, qui sont à la rue et qui y restent de plus en plus longtemps. Histoire de les empêcher de se fixer où que ce soit en les repoussant de plus en plus loin au nord de la capitale... plutôt que de s'attaquer de façon structurelle au problème que chacun sait : celui de l'accueil et du relogement (notamment via la réquisition des logements vacants, et conformément à la loi (ordonnance de 1945)).

Ainsi, la seule « stratégie » est celle de l'invisibilisation : invisibiliser les exilé.e.s qui sont à la rue du fait que l'État se défausse y compris en toute illégalité, invisibiliser les violences policières en dissuadant tout opposant et tout journaliste de filmer... et institutionnaliser cette impunité policière avec l'arsenal législatif et pénal qu'on sait (ici en fait la « loi pour l'insécurité globale face aux forces de l'ordre »). Quitte, désormais, à se voir tancé par la CEDH (cour européenne des droits de l'homme), par la défenseure des droits, par la communauté européenne... et même par les Nations Unies !

Alors même qu'existe déjà tout un arsenal législatif et pénal à-même de « protéger » l'anonymat et la vie privée de ces membres des forces de l'ordre.

On ne compte plus les cas de violences policières qui ont ainsi été révélées (ou étayées) par de la vidéo. À commencer par celles du dénommé Benalla, le collaborateur de Macron à l'Elysée. C'est aussi le cas, par exemple, de [cette dame de 70 ans gravement blessée à Nice en mars 2019](#) - en dépit des manœuvres flagrantes de déni du dénommé Macron en personne. Or là aussi ce sont précisément ces images vidéo qui auront conduit à ce que même une IGPN soit contrainte de conclure à la responsabilité des forces de police présentes sur place.

Ou encore ce tout dernier cas révélé hier, dans le [XVIIème arrondissement de Paris](#) : là la victime en question ne doit son salut et le fait que l'affaire soit ainsi révélée au grand jour qu'au fait d'avoir eu dans son propre studio musical (!!!) une caméra vidéo. Presque caricatural, ce cas montre aussi que cette loi liberticide ne peut que conduire certaines forces de l'ordre à se « lâcher » encore plus. Si le dénommé Darmanin est ainsi contraint d'annoncer de réelles sanctions, c'est juste du fait de cette bande vidéo. Et ce n'est pas le cas qu'en France : voir aussi le cas des États-Unis... par exemple.

Très souvent, en cas de prétendue « enquête », cette police ainsi chargée d'enquêter (soi-disant) sur elle-même prétend faire appel aux bandes des vidéos "de rue" (magasins, vidéo municipales etc.). Ça montre donc bien que ces gens-là eux-mêmes reconnaissent que l'outil vidéo peut être nécessaire. Mais l'exploitation qu'ils en font eux est totalement opaque (refus catégorique de montrer les bandes au plaignant, par exemple)... et très souvent mensongère. Pour avoir un sens, l'exploitation de l'outil vidéo ne peut donc être que contradictoire.

Pouvoir filmer ces forces de l'ordre, ce n'est pas seulement un droit démocratique, c'est aussi une nécessité démocratique.

Non, la démocratie ce n'est pas juste glisser un bulletin dans une urne tous les 5 ans (ce que font d'ailleurs de moins en moins de citoyens).

Pour information, et en l'état : la manifestation samedi 28 de République à Bastille est interdite par ce préfet Lallement. Lequel vient encore d'hériter du soutien le plus indéfectible de son ministre de tutelle. En dépit des « offuscations » de façade de celui-ci (Darmanin), en date du 24/11 au matin.

A l'heure actuelle, seul le rassemblement place de la république est autorisé.... mais là aussi que va-t-il s'y passer ?

Avec à la clé cette véritable farce au plan sanitaire : pour ce préfet de police Lallement, « *Seules les participations organisées de manière statique sont susceptibles d'éviter le brassage des populations et donc de prévenir la propagation du virus* ». Or confiner les opposants de façon statique est bien entendu bien plus préoccupant au plan "covid" qu'une marche dans la rue de République à Bastille...

Section Sud DG

NB : si vous ne souhaitez pas recevoir de messages de notre part, merci de le signaler par retour de courriel